



Les cafés de la statistique

"La statistique éclaire-t-elle les questions de société" ?

Soirée du 11 mars 2008

« Peut-on mesurer les progrès des sociétés ? »

Synthèse des débats^[*]

On ne peut pas mesurer les progrès des sociétés ni le bien-être des populations uniquement par l'évolution du "produit national brut" par tête ni à l'aide de l'indicateur de développement humain" calculé par le PNUD (programme de développement de l'ONU). Faut-il de nouveaux indicateurs et qui doit les choisir ? La question concerne l'essence même du débat démocratique : comment une société établit-elle ses objectifs de développement ? Comment les citoyens peuvent-ils évaluer l'efficacité des politiques ?

Invité :

Enrico Giovannini, directeur de la statistique à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Exposé introductif:

La mesure du progrès des sociétés est une question d'une grande importance pour l'OCDE. Elle n'est pas seulement statistique mais comporte une dimension politique essentielle, qui appelle un débat approfondi entre experts et citoyens. On peut comprendre pourquoi en considérant les grandes tendances suivantes de nos sociétés :

1 – On se contente de moins en moins du produit intérieur brut (PIB) par tête comme indicateur du bien-être social, comme traduction d'une vision globale de l'état de la société. A force de se centrer sur son utilisation, on en a oublié d'autres mesures comme celles de la santé ou du niveau de savoir. De même qu'une personne de cinquante ans s'interroge, du haut de ses vingt-cinq ou

[*] Pour l'exposé liminaire, le présent texte est reformulé à partir des notes du secrétariat suivant le plan de l'orateur. En revanche, le contenu des échanges est structuré en quelques thèmes, sans suivre l'ordre chronologique. Par ailleurs, on a choisi de ne pas attribuer nominativement les propos échangés. Ceux-ci ont été reconstitués à partir des notes du secrétariat sans reprendre leur formulation détaillée. Lorsqu'un point est évoqué sous forme d'une question, ce qui vient ensuite ne retrace pas la seule réponse de l'invité, mais l'ensemble des contributions des participants.

trente ans d'activité professionnelle, sur le sens de son existence, nos sociétés souhaitent aller au-delà des gros progrès économiques qu'elles ont connus et donner plus de sens à la vie de la cité ;

2 – L'Etat, le gouvernement, connaissent un déficit de confiance. Les organisations non gouvernementales (ONG), les « blogueurs » à travers leurs réflexions potentiellement accessibles en tout lieu, influencent les générations les plus jeunes et leurs mises en cause de diverses problématiques imposent à la statistique publique de répondre à de nouveaux besoins d'information¹ ;

3 – Le fonctionnement de la société civile soulève de multiples interrogations émanant de multiples acteurs dotés de moyens techniques et financiers leur permettant de réaliser des enquêtes dont les résultats font le bonheur des médias même si les méthodes mises en œuvre ou les effectifs interrogés ne garantissent pas toujours la fiabilité des résultats. Le débat social s'en trouve relancé en permanence.

4 – Le citoyen doit prendre de plus en plus de décisions dans la sphère privée : choix des établissements scolaires que ses enfants fréquenteront, choix d'épargne pour la retraite, etc. Il est avide d'informations pour s'orienter dans un univers de complexité croissante au devenir incertain.

5 – Certes, beaucoup d'informations sont disponibles, mais le décryptage des réalités qui nous entourent devient si difficile qu'il est tentant de s'en remettre aux experts, avec les risques qui découleraient pour la bonne santé de la démocratie de cette démission du citoyen.

Dans la plupart des modèles d'analyse économique ou sociale, l'approche traditionnelle de l'accroissement du bien-être collectif passe par l'existence d'une base de connaissances communes à tous les acteurs. Dans le modèle de « société de l'information », il appartenait à la statistique publique d'y pourvoir. Hélas, tout n'est pas aussi simple ! Une enquête réalisée par l'OCDE en avril 2007 dans trente pays (29 pays européens et les Etats-Unis) sur la connaissance que les citoyens ont des principaux indicateurs économiques a montré que – en dépit de la densité d'informations disponibles – 70% des personnes interrogées ne savaient pas répondre à des questions sur les valeurs du taux d'inflation, du taux de chômage ou du taux de croissance du PIB, tandis que les autres essayaient tant bien que mal de répondre.

Pourtant, l'utilisation des chiffres par la classe politique est permanente et devrait recueillir la confiance du citoyen. C'est en général le cas dans les pays nordiques ; ce l'est beaucoup moins dans les pays anciennement communistes. L'enjeu du fonctionnement démocratique reste véritablement de faire émerger partout, non pas un indicateur de plus, mais des connaissances chiffrées partagées. Les indicateurs ne manquent pas : le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) n'en compte pas moins de 160 ! ² Ce qui manque est plutôt la construction d'un ensemble de connaissances partagées reposant sur des données chiffrées et fiables, ou même – en amont – une démarche institutionnelle permettant de déterminer les dimensions jugées importantes du progrès de la société. Cette idée figure dans la déclaration finale du 2^e forum mondial sur la mesure et la promotion du progrès des sociétés organisé par

¹ L'intervenant disait statistique « officielle » mais on préfère ici le qualificatif « publique » pour ne pas risquer – par une opposition entre « officielle » et « officieuse » – une assimilation entre statistique « officielle » et statistique suspecte !

² Pour illustrer le propos, on trouvera en annexe quelques éléments repris du site internet du PNUD.

l'OCDE à Istanbul du 27 au 30 juin 2007.³ Ainsi s'agit-il moins de développer la statistique (originellement au service de l'Etat) que de promouvoir une société mue par les connaissances objectives partagées que lui fournira la statistique publique, société que le néologisme « sociéristique » définirait.

Cette approche pose un certain nombre de questions de méthode. Si on se demande dans quelle mesure la France va mieux ou non, évolue ou non, est en progrès ou non depuis cinq ou dix ans, on sent que la réponse ne peut être que multi-dimensionnelle : il faudra procéder à différentes mesures. Mais alors, qui va choisir ce qu'il y aura lieu de mesurer ?

Une première manière de faire étend le "produit intérieur brut" traditionnel de la comptabilité nationale aux aspects environnementaux et sociaux. Mais tout n'est pas réductible à des mesures de flux monétaires ou de capitaux accumulés. Les travaux sur la mesure du développement durable le montrent bien, qui font apparaître la difficulté de faire émerger certains concepts. Néanmoins, cette première voie apporte de nouveaux éclairages.

La seconde méthode possible est de bâtir des indicateurs de bien-être multiples et de les combiner en une mesure composite unique. Elle débouche sur des comparaisons internationales en forme de palmarès. Le classement de la France en 42^e position est assuré d'un fort succès médiatique ! Mais qui détermine la liste des indicateurs et leurs poids respectifs ?

La troisième méthode se veut ouvertement subjective : on s'intéresse au bonheur. Mais comment mesurer le bonheur ? Quelle unité de mesure utiliser : l'argent ? le temps en décomposant la vie en périodes heureuses et d'autres qui ne le seraient pas (la maladie, l'emprisonnement, etc.) ?

Chacune de ces trois approches a ses forces et ses faiblesses. Il paraît clair qu'une sélection d'indicateurs est incontournable mais cette sélection est une question éminemment politique puisqu'elle doit être connue, reconnue et partagée par les citoyens. Une fois les indicateurs choisis, la mesure est l'affaire des statisticiens et des chercheurs, puis les résultats de la mesure doivent être communiqués à tout le corps social. Et ce dernier doit avoir un niveau d'éducation et de formation lui permettant de comprendre les concepts utilisés, faute de quoi les mesures effectuées ne nourrissent pas le processus démocratique.

Beaucoup de travaux ont déjà été faits pour avancer dans cette voie. Beaucoup d'initiatives – locales ou régionales – sont prises, y compris dans les pays en voie de développement. Ces travaux et ces initiatives traduisent un fort appétit d'informations fiables concernant de multiples sujets. On est bien en présence d'un enjeu essentiel pour le fonctionnement de la démocratie.

Débat :

La difficulté de choix véritablement démocratiques

³ Extrait : « Pour améliorer le bien-être des sociétés, il convient d'encourager à tous les niveaux une culture de la prise de décision fondée sur des faits concrets. En outre, à « l'ère de l'information », le bien-être dépend en partie de politiques publiques transparentes dont les responsables sont tenus comptables. La disponibilité d'indicateurs statistiques sur les résultats économiques, sociaux, environnementaux et leur diffusion auprès du public peuvent contribuer à promouvoir une gouvernance de qualité et à améliorer le processus démocratique. Ces éléments permettent de renforcer la capacité des citoyens à utiliser le débat et le principe du consensus pour influencer sur les objectifs des sociétés où ils évoluent et à responsabiliser les acteurs des politiques publiques. »

Un participant résume ce qu'il perçoit dans les propos de l'intervenant : d'abord, il faut avoir l'ambition de passer de la statistique-comptabilité-du-Prince à la « sociétique » ou statistique inspirée par le citoyen et à son service ; ensuite, il faut accepter l'idée que le PIB ne saurait suffire à tout, donc aller au-delà des considérations purement économiques et financières, comme le préconisait déjà Pierre Moussa dans « Les nations prolétaires », et rechercher de nouveaux indicateurs par une démarche analogue à celle qui a vu fleurir les indicateurs sociaux à la fin des "Trente Glorieuses", lorsque le développement économique n'était plus la priorité des pays développés, avant que le premier choc pétrolier ne nous ramène à des considérations plus exclusivement économiques ; enfin, il faut impliquer les citoyens de manière qu'ils ne laissent pas aux experts le choix des objets à mesurer mais disent ce qu'ils entendent par progrès pour ce qui les concerne.

Mais comment construire démocratiquement des indicateurs pertinents ? Est-on dans une démarche satisfaisante quand le président Sarkozy demande à une commission présidée par le Prix Nobel Joseph Stiglitz de proposer de nouvelles mesures de la croissance, de « réfléchir aux limites de notre comptabilité nationale et à la meilleure manière de les surmonter pour que la mesure du progrès économique soit plus complète » et d'échapper ainsi à « une approche trop quantitative de la mesure de nos performances collectives » ?

Pour l'un des participants, il y a des milliers d'années que l'humanité s'interroge sur le progrès des sociétés. L'élaboration démocratique d'une batterie d'indicateurs lui paraît une question d'épistémologie fondamentale. Certes, dans une société démocratique, il doit y avoir non seulement le vivre ensemble mais aussi la libre expression des attentes. Pour autant, quelles questions le citoyen peut-il légitimement poser sans la médiation du savant ? C'est ainsi que la comptabilité nationale, produit d'une décision politique pour répondre aux besoins politiques, a nécessité la médiation des experts, ou que la prise en compte des effets des changements climatiques résulte du consensus entre experts. Les fins ne tombent pas du ciel. Et puis, comme aurait dit Condorcet, « la vérité ne se détermine pas à la pluralité des voix ! » et cela vaut aussi en matière de progrès social. A quoi s'ajoute la difficulté d'articuler convenablement les niveaux nationaux et locaux.

Un autre participant observe que depuis des siècles on a pris soin de séparer le choix des fins et la conduite des observations. Cette bonne méthode scientifique semble mise en cause par l'approche préconisée en matière de progrès des sociétés. Est-on à la recherche d'une nouvelle sagesse ?

Du point de vue de l'intervenant, il n'y a pas lieu d'opposer science et choix des critères de progrès des sociétés. Toute mesure statistique repose sur une convention. Ainsi, quand on révisé le mode de calcul du PIB, la nouvelle mesure repose sur une théorie sous-jacente et le point de vue de l'observateur se trouve ainsi pris en compte. Dans le choix des critères, on fait intervenir le point de vue de l'observateur ; puis à nouveau dans le type de mesure adopté ; puis dans la présentation et la mise en perspective des résultats. On pourrait presque faire un parallèle avec la théorie des quantas, dans laquelle l'intervention de l'observateur influence le résultat de la mesure.

Mais, objecte le même participant, dès lors que la convention retenue résulte d'un dialogue entre experts nourri par des théories économiques, on voit mal où la concertation prend place. Et puis, ajoute un autre, y a-t-il eu concertation quand le PNUD a choisi ses indicateurs, dont certains

aussi centraux dans la vie sociale que la santé publique et avec elle la durée de vie, ou l'enseignement et le niveau d'éducation ?

Selon l'intervenant, on ne fait assurément nulle part de référendum sur la mesure du PIB, sur ce qu'il y a lieu de mesurer et sur la manière de le mesurer. Mais les discussions au niveau international se nourrissent de rapports nationaux qui reposent sur de la concertation avec les experts et la société civile par le biais d'un processus politique. Ainsi, pour les objectifs 2015 de développement du millénaire, les indicateurs ont été fixés par les politiques et les statisticiens ont travaillé sur ces bases. Dans ce processus, ce sont les politiques qui prennent des initiatives et non le peuple.

Un participant trouve cette vision des choses un peu réductrice. Au début des années soixante-dix, la mise en cause de la croissance, qui a débouché sur le développement des indicateurs sociaux, est venue à son avis davantage des experts, des syndicats et d'ONG que des politiques ; Jacques Delors n'était pas encore un politique à cette époque⁴. De même, si la prise de conscience des effets du changement climatique est en train de changer la donne, on le doit aux experts du GIEEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat), aux travaux de prospective scientifique et à la mise en œuvre du principe de précaution plus qu'à l'action des politiques ou à une quelconque théorie économique. A l'inverse, objecte l'intervenant, qui dira si le film de Al Gore n'a pas été un élément déterminant de cette prise de conscience ?

L'intervenant insiste sur le fait que l'enjeu de ce débat entre expertise et démocratie est celui de la pertinence des choix. Celle-ci n'existe que si nul ne délègue le soin de définir ce qui est important pour lui : l'expert a bien un rôle d'alerte, de conseil, d'aide à l'expression des choix, mais c'est le citoyen qu'il s'agit de rendre auteur du choix. L'expression des attentes est rendue plus aisément possible par les moyens techniques actuels (le web2.0, Wikipédia, etc.), qui permettent l'émergence d'une intelligence collective. Ici et là, des initiatives sont prises pour la collecte des préférences : en Afrique du Sud, aux Etats-Unis (expériences locales, réflexions portées par l'organisation non gouvernementale « State of USA »), en France avec la mise en place de la commission Stiglitz⁵. Au niveau des comparaisons internationales, la globalisation fait avancer les choses : plusieurs pays arabes s'interrogent sur le contenu du progrès. Toute cette effervescence intellectuelle souligne aussi en creux les limites des productions de la statistique publique et la crise de légitimité dont celle-ci est l'objet, notamment chez les jeunes générations.

L'intelligence collective existe-t-elle ?

Un participant émet des doutes sur l'intelligence collective. Il a le souvenir de récentes discussions au Yémen entre pays arabes qui ont vite tourné au débat théologique, psychologique et social anti-occidental tandis que, dans les coulisses, les femmes arabes présentes tenaient un tout autre discours. Certes, les mises en cause critiques de l'état présent des informations disponibles sont nécessaires et stimulantes mais comment contrôler les mouvements

⁴ Jacques Delors était à l'époque (au moment du 5e Plan de la "programmation indicative en valeur") chef du service des affaires sociales au Plan, auprès de Pierre Massé : certes il n'était pas un élu mais un grand commis comme le sont les commissaires européens, y compris le président de la Commission ; à ce niveau, on est bien proche des "politiques". (NDLR)

⁵ Mais cette commission d'experts recueillera-t-elle le point de vue des citoyens ? (NDLR)

potentiellement violents susceptibles d'être déclenchés par le débat sur les choix de société, qui débouche souvent sur des situations de discrimination, réelles ou ressenties ?

Pour un autre participant, ce n'est pas l'exigence d'une meilleure connaissance des réalités sociales qui est nouvelle – il en veut pour preuve le développement de la statistique sociale au cours des trente dernières années – mais l'incompréhension qui se manifeste autour des problématiques sociales. Faut-il croire que les gens sont devenus de plus en plus intelligents et ne se satisfont plus des clés de décryptage que les spécialistes leur offrent ? Ou plutôt, voir dans cette incompréhension le fruit d'une éducation niveleuse et d'un comportement réducteur des médias (il faut tout expliquer en moins de trente secondes ou mieux en une demi page) ? Améliorer les analyses et développer la responsabilité collective est malaisé dans une société consumériste marquée par le poids médiatique d'opinions peu élaborées.

Selon un troisième participant, l'intelligence collective ne désigne pas le fait que tout le monde serait devenu très intelligent, mais que les moyens techniques disponibles permettent un partage immédiat et planétaire des savoirs accumulés. Pour autant, il ne nie pas l'intelligence collective au sens où il croit qu'on est plus intelligent à six ou douze que tout seul, mais il ne voit pas comment faire émerger des solutions à une question examinée par des millions de personnes, sinon en réhabilitant le rôle des politiques. Là apparaît en effet leur utilité quand ils se montrent à la hauteur de leur tâche, c'est-à-dire quand ils captent les attentes du corps social et les traduisent en programmes soumis au vote. Au passage, il est intéressant de noter que les représentations du monde que se font les nations démocratiques sont à la fois moins naïves et plus complexes qu'il y a quelques décennies. On le voit bien en comparant les programmes politiques des partis de gouvernement. Cela peut expliquer la prolifération des débats et l'impression de confusion intellectuelle qui s'en dégage. C'est moins l'aptitude du citoyen à comprendre que la complexité des questions posées qui est en cause.

Une crise de légitimité de la statistique publique ?

Pourquoi cette apparente crise de confiance envers la statistique publique, alors que tant de résultats d'enquêtes existent, couvrant les domaines les plus divers ? Un participant note que l'utilisation des chiffres par les politiques conduit à une incertitude croissante de la part du citoyen, de plus en plus perdu dans les discours contradictoires qui entourent des questions aussi essentielles que « la France est-elle attractive ou pas pour les investisseurs ? », « les dépenses publiques sont-elles oui ou non excessives ? ». Ou encore, que répond la statistique aux mille questions que posent les émeutes des banlieues ? Et pourquoi, sur des questions aussi bien connues que l'inégalité sexuelle dans l'entreprise, la statistique ne sert-elle pas à faire évoluer les choses ?

Un premier élément de réponse sur la perte de légitimité tient au constat qu'une bonne mesure quantifiée ne suffit plus. Il faut aussi l'adhésion à la pertinence de la problématique étudiée ainsi que des modes de diffusion des résultats de l'étude : ce qui renvoie à la difficulté d'organiser la collecte des préférences des citoyens puis à la difficulté d'une élaboration et d'une utilisation satisfaisantes du résultat statistique dans un territoire donné, ou à un moment donné, ou au fil du temps, ou encore dans les comparaisons internationales.

Un autre aspect des choses est que la statistique produit beaucoup de moyennes, ce qui ne pose pas trop de problèmes dans des sociétés où de nombreuses personnes partagent des situations voisines mais devient moins lisible, pour ne pas dire suspect, lorsque se multiplient les situations d'exception et surtout d'exclusion. Ainsi s'ouvre la défiance. Même si la statistique française est plutôt en avance sur la description des diversités, il lui faut accroître l'analyse des dispersions et, simultanément, améliorer la compréhension de ses productions afin que le citoyen s'approprie mieux les chiffres. La tâche est d'autant plus complexe qu'on est pris là dans une contradiction : la statistique s'intéresse à des groupes alors que le discours télévisuel dominant – de type « berlusconien »⁶ – renvoie à l'individu et non au groupe social.

Le propos est relayé par un autre participant qui déplore que la statistique soit encore traitée comme une branche mineure des mathématiques dans l'enseignement, au lieu d'être érigée en discipline propre.

Enfin, on ne peut écarter les suspicions de manipulation des chiffres.

Sur ce dernier point, l'intervenant – qui a été l'un des responsables de la statistique publique italienne – oppose un ferme démenti. Quand le Bureau international du travail (BIT) définit ce qu'est un chômeur, il y a peut-être d'après débats pour parvenir à un consensus mais les statisticiens font ensuite honnêtement leur travail de mesure. L'incompréhension vient plutôt de la complexité des choses. Ainsi, quand les offices statistiques publient le niveau de l'indice de la production industrielle, ils commencent par l'indice agrégé. Quand ils descendent aux indices sectoriels, les choses deviennent confuses pour le citoyen tout en restant claires pour les conseillers des ministres. Le véritable problème de la statistique publique est de parvenir à répondre aux questions de la société avec le langage de la société. On est dans cette logique, observe un participant, quand on interroge la population sur sa perception de la délinquance ou quand on raisonne – comme dans les enquêtes de conjoncture – sur des soldes d'opinion.

Cette exigence pour la statistique publique revient à dire que celle-ci doit accompagner les changements sociologiques. Si ces changements sont profonds, c'est une question de survie pour elle. Or, bien des forces s'opposent aux évolutions, ne serait-ce que l'insuffisance des budgets de la statistique publique, qui n'augmentent guère et même diminuent dans certains pays, sans qu'on sache bien si c'est conjoncturel ou si cela résulte des évolutions sociales, et notamment du fait que chacun est censé pouvoir établir des statistiques à partir des données réputées aisément accessibles. Heureusement, il existe des pays qui misent sur la capacité de compréhension du citoyen. Ainsi, l'office statistique de Colombie (le DANE ou Departamento administrativo nacional de estadística) dispose de 2 minutes par jour à la télévision nationale pour exposer ses résultats. En France ou en Italie, on crierait à la propagande ! Les bonnes pratiques sont donc à inventer et développer en chaque lieu, de manière que le citoyen contribue à l'émergence de la taxonomie des formes sociétales et que le statisticien assure la bonne mesure de ces formes.

Plusieurs participants s'accordent pour considérer que si la statistique publique encourt le danger d'être moins crédible, on le doit malheureusement aux critiques sans nuances, voire démagogiques, dont elle est l'objet, par exemple en Autriche, en France ou en Suisse, de la part de personnages politiques ou autres, personnalités qui ont l'oreille des médias. Pourtant, son bilan

⁶ Ce participant utilisait cet adjectif ; mais on pourrait souligner la vogue médiatique des « micro-trottoirs ». Là, le cas particulier prévaut sur la vision synthétique.

est plus qu'honorable et les discours la concernant devraient plutôt s'attacher à promouvoir des progrès s'appuyant sur le socle des acquis. Au passage, l'intervenant salue la qualité de la pédagogie réalisée en France pour le bon usage de la statistique publique.

Une participante estime que, si l'utilité de la statistique publique est avérée, cela renforce la nécessité qu'elle soit à l'écoute des citoyens pour éclairer les questions et les attentes qui deviennent importantes à leurs yeux. Cette écoute des besoins se pratique au niveau local : les maires savent écouter les citoyens, les associations, les commerçants, etc., qui sont autant de médiateurs. La statistique publique devrait mieux prendre en compte les attentes qui s'expriment, concernant par exemple l'effet des incertitudes sur l'avenir, ou encore l'effet des ruptures (de travail, de couple, etc.).

Un peu de philosophie

Certains participants portent le débat à un niveau philosophique en s'interrogeant sur des questions de portée générale ou s'adressant précisément à l'intervenant.

Le travail sur soi-même n'est-il pas important pour le progrès collectif, en ce sens qu'une interrogation intime sur ce que chacun attend de l'existence serait susceptible de déboucher sur des préférences individuelles moins convenues et, par ricochet, sur des choix collectifs novateurs ? A quoi l'intervenant répond qu'une approche subjective de la notion de progrès des sociétés n'est pas inintéressante : de même que l'on voit la médecine porter attention à la dimension subjective de la santé. Au surplus, cette approche commence à se faire jour dans la statistique publique puisque certaines enquêtes s'intéressent au ressenti des personnes (par exemple, les enquêtes dites de « victimation »).

Le monde ne serait-il pas plus heureux sans statistique ? Du point de vue de l'intervenant, on a pu développer de bonnes politiques économiques ou sociales sans statistique en divers lieux (Grande-Bretagne, France) et en d'autres temps, mais cela n'est plus vrai. La vie démocratique exige une information fiable et partagée. Rendre compte de ce qui se passe et de leur action est un devoir des pouvoirs publics : c'est une question de bonne gouvernance et de contrôle démocratique.

A la question toute personnelle de savoir s'il a trouvé le sens de sa vie grâce à la statistique, l'intervenant répond fermement que non !

Observant que la mesure du progrès des sociétés devient sous beaucoup de plumes la « mesure du bonheur », un participant s'en montre affligé et fait part de son grand scepticisme sur cette façon de prendre les choses. Il note avec consternation l'irruption du mot « bonheur » dans les titres des recherches, et se désole que la présence de ce mot devienne une condition pour publier un article de presse ! Selon lui, on joue ainsi aux apprentis sorciers car parler de bonheur là où il ne s'agit que de satisfactions est, non seulement inacceptable sur le plan intellectuel⁷, mais dangereux parce que la porte ouverte sur une politique du bonheur a toute chance de déboucher sur le totalitarisme.

⁷ Cf. Philippe d'Iribarne : « Il n'y a aucun moyen de faire du bonheur un objet de science. »

L'intervenant se montre plus nuancé et rappelle les échanges intervenus sur ce thème lors d'un colloque tenu à Rome à Pâques 2007. Des recherches médicales et économiques sérieuses existent concernant les effets du bonheur (ou mieux, de la qualité de vie) sur les comportements économiques et sociaux individuels et donc sur l'impact des politiques. Au niveau collectif, la victoire de la France à la Coupe du monde de football en 1998 a eu des effets sur le corps social. Une mesure du bonheur ne saurait se substituer à toutes les autres mesures, mais elle peut les intégrer. Sans aller jusqu'à vouloir dire si une société est heureuse ou pas, on doit pouvoir – par des approches subjectives – quantifier les impacts différentiels de politiques publiques sur les ressentis collectifs. Une démarche micro-économique est ici justifiée, qui conduit par exemple à introduire dans des enquêtes auprès des ménages des questions d'opinion reliées à des données objectives.

Un participant souligne la grande difficulté qu'il y a à hiérarchiser les besoins sociaux et à ordonner les multiples informations disponibles à ce sujet, sans parler des disparités dans l'accès à ces informations. Tel est bien l'avis de l'intervenant, qui s'interroge sur l'utilité que pourraient avoir de nouvelles institutions pour gérer les changements et rappelle à ce propos l'activité de l'ONG « State of USA ». Quant aux disparités dans l'accès aux informations, il note qu'elles sont aussi mal mesurées que les ruptures dans la vie des personnes, par manque de données longitudinales.

Le même participant évoque aussi l'importance de l'enseignement de la statistique et le rôle des médias dans le bon usage des informations produites par celle-ci⁸.

Incontournable PIB

Il y a, aux yeux de l'un des participants, une contradiction au moins apparente à dénoncer avec force les insuffisances du PIB et à l'utiliser à tout propos, comme le font les analystes qui annoncent que l'Europe prend du retard par rapport aux Etats-Unis en matière de productivité, ou l'OCDE quand il traite des réformes structurelles en Europe.

La contradiction n'est, en effet, qu'apparente selon l'intervenant. Certes, le PIB n'est pas la mesure finale de toute chose, mais son utilisation n'est pas incohérente avec de multiples interrogations sur la croissance et les différents aspects du progrès social. Elle l'est d'autant moins que déjà la comptabilité nationale fournit beaucoup de mesures venant enrichir le seul indicateur du PIB. Par exemple, en considérant le produit intérieur net (et non brut), on constatera que la mesure de la croissance est peut-être réduite de moitié dès lors qu'on tient compte de l'amortissement du capital fixe. Autre exemple : la baisse de la productivité multifactorielle en Europe est mesurable dans les comptes nationaux. Ainsi, beaucoup peut être fait avec les statistiques existantes. Bien sûr, celles-ci reposent fondamentalement sur des concepts correspondant aux besoins économiques de base parce qu'il faut manger d'abord pour pouvoir philosopher ensuite⁹, mais leur amélioration est et doit rester une préoccupation constante.

⁸ Ces thèmes ont fait l'objet de deux « Cafés » :

- « Comment enseigner la statistique dans le secondaire ? » le 12 décembre 2006 ;
- « La statistique dans les médias » le 15 mai 2007.

⁹ Un participant, tout en admettant cet ordre des priorités, soulignera qu'il ne veut en aucun cas manger comme le font les citoyens des Etats-Unis !

Un autre aspect des choses peut expliquer cette hégémonie du PIB dans les médias. Qu'il s'agisse du PIB annuel ou trimestriel (mensuel au Canada), les montants annoncés sont provisoires, puis révisés sous la forme de résultats semi-définitifs, puis révisés encore pour devenir définitifs, occupant ainsi le champ médiatique avec une fréquence que n'ont pas, pour ne citer que cet exemple, les statistiques environnementales, au mieux annuelles¹⁰.

Cela dit, le PIB doit être utilisé à bon escient dans les comparaisons internationales : les comparaisons de PIB nationaux ne valent que pour des pays comparables. En outre, il faut être attentif aux indicateurs utilisés : les progrès peuvent être mieux mesurés par l'évolution des indicateurs de disparité que par celle de moyennes.



ANNEXE : les indicateurs du PNU

Rapport du PNUD

(Programme des Nations Unies pour le Développement)

Ci-après sont repris quelques éléments du site internet du PNUD : à titre illustratif et sans expliquer toute la conception de l'Indice de développement humain.

① - *le classement général des pays ;*

② - *une brève définition ;*

③ - *la liste des catégories d'indicateurs détaillés pour la France, avec pour illustration le détail des indicateurs pour la seule section 01.*

L'Indice de développement proprement dit (section 01) s'en tient à quelques éléments, tandis que le PNUD recueille en outre beaucoup d'autres chiffres sur les domaines les plus divers.

¹⁰ On devrait néanmoins mentionner les températures, données quotidiennement dans les bulletins météo, et les indicateurs, quotidiens, de qualité de l'air développés par certaines villes ...

① 2007/2008 Human Development Index rankings

| High Human Development | | Medium Human Development | | | Low Human Development |
|------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------|---------------------|-----------------------|
| 1. Iceland | 36. Hungary | 71. Dominica | 114. Mongolia | 156. Senegal | |
| 2. Norway | 37. Poland | 72. Saint Lucia | 115. Honduras | 157. Eritrea | |
| 3. Australia | 38. Argentina | 73. Kazakhstan | 116. Kyrgyzstan | 158. Nigeria | |
| 4. Canada | 39. United Arab Emirates | 74. Venezuela | 117. Bolivia | 159. Tanzania | |
| 5. Ireland | 40. Chile | 75. Colombia | 118. Guatemala | 160. Guinea | |
| 6. Sweden | 41. Bahrain | 76. Ukraine | 119. Gabon | 161. Rwanda | |
| 7. Switzerland | 42. Slovakia | 77. Samoa | 120. Vanuatu | 162. Angola | |
| 8. Japan | 43. Lithuania | 78. Thailand | 121. South Africa | 163. Benin | |
| 9. Netherlands | 44. Estonia | 79. Dominican Republic | 122. Tajikistan | 164. Malawi | |
| 10. France | 45. Latvia | 80. Belize | 123. São Tomé and Príncipe | 165. Zambia | |
| 11. Finland | 46. Uruguay | 81. China | 124. Botswana | 166. Côte d'Ivoire | |
| 12. United States | 47. Croatia | 82. Grenada | 125. Namibia | 167. Burundi | |
| 13. Spain | 48. Costa Rica | 83. Armenia | 126. Morocco | 168. Congo | |
| 14. Denmark | 49. Bahamas | 84. Turkey | 127. Equatorial Guinea | 169. Ethiopia | |
| 15. Austria | 50. Seychelles | 85. Suriname | 128. India | 170. Chad | |
| 16. United Kingdom | 51. Cuba | 86. Jordan | 129. Solomon Islands | 171. Central Africa | |
| 17. Belgium | 52. Mexico | 87. Peru | 130. Lao | 172. Mozambique | |
| 18. Luxembourg | 53. Bulgaria | 88. Lebanon | 131. Cambodia | 173. Mali | |
| 19. New Zealand | 54. Saint Kitts and Nevis | 89. Ecuador | 132. Myanmar | 174. Niger | |
| 20. Italy | 55. Tonga | 90. Philippines | 133. Bhutan | 175. Guinea-Bissau | |
| 21. Hong Kong | 56. Libya | 91. Tunisia | 134. Comoros | 176. Burkina Faso | |
| 22. Germany | 57. Antigua and Barbuda | 92. Saint Vincent and the Grenadines | 135. Ghana | 177. Sie | |
| 23. Israel | 58. Oman | 93. Fiji | 136. Pakistan | | |
| 24. Greece | 59. Trinidad and Tobago | 94. Iran | 137. Mauritania | | |
| 25. Singapore | 60. Romania | 95. Paraguay | 138. Lesotho | | |
| 26. Korea | 61. Saudi Arabia | 96. Georgia | 139. Congo | | |
| 27. Slovenia | 62. Panama | 97. Guyana | 140. Bangladesh | | |
| 28. Cyprus | 63. Malaysia | 98. Azerbaijan | 141. Swaziland | | |
| 29. Portugal | 64. Belarus | 99. Sri Lanka | 142. Nepal | | |
| 30. Brunei Darussalam | 65. Mauritius | 100. Maldives | 143. Madagascar | | |
| 31. Barbados | 66. Bosnia and Herzegovina | 101. Jamaica | 144. Cameroon | | |
| 32. Czech Republic | 67. Russian Federation | 102. Cape Verde | 145. Papua New Guinea | | |
| 33. Kuwait | 68. Albania | 103. El Salvador | 146. Haiti | | |
| 34. Malta | 69. Macedonia | 104. Algeria | 147. Sudan | | |
| 35. Qatar | 70. Brazil | 105. Viet Nam | 148. Kenya | | |
| | | 106. Palestine | 149. Djibouti | | |
| | | 107. Indonesia | 150. Timor-Leste | | |
| | | 108. Serbia | 151. Zimbabwe | | |
| | | 109. Turkmenistan | 152. Togo | | |
| | | 110. Nicaragua | 153. Yemen | | |
| | | 111. Moldova | 154. Uganda | | |
| | | 112. Egypt | 155. Gambia | | |
| | | 113. Uzbekistan | | | |

② The Human Development concept

Human development is about much more than the rise or fall of national incomes. It is about creating an environment in which people can develop their full potential and lead productive, creative lives in accord with their needs and interests. People are the real wealth of nations. Development is thus about expanding the choices people have to lead lives that they value. And it is thus about much more than economic growth, which is only a means — if a very important one — of enlarging people's choices.

Fundamental to enlarging these choices is building human capabilities — the range of things that people can do or be in life. The most basic capabilities for human development are to lead long and healthy lives, to be knowledgeable, to have access to the resources needed for a decent standard of living and to be able to participate in the life of the community. Without these, many choices are simply not available, and many opportunities in life remain inaccessible.

③ De nombreux indicateurs sont recueillis par le PNUD : nous donnons ici le détail de la section 1 et seulement les intitulés des autres sections :

PNUD

2007/2008 Report

France

HDI Rank = 10

| | |
|---|---------------|
| 01. Human development index | |
| Human development index value, 2005 | 0.952 |
| Life expectancy at birth, annual estimates (years), 2005 | 80.2 |
| Adult literacy rate (% aged 15 and older), 1995-2005 .. | 1 |
| Combined gross enrolment ratio for primary, secondary and tertiary education (%), 2005 | 96.5 |
| GDP per capita (PPP US\$), 2005 | 30,386 |
| Life expectancy index | 0.919 |
| Education index | 0.982 |
| GDP index | 0.954 |
| GDP per capita (PPP US\$) rank minus HDI rank | 8 |
| 1a. Basic indicators for other UN member states | |
| Life expectancy at birth, annual estimates (years), 2000-05 | 80.2 |
| Adult literacy rate (% aged 15 and older), 1995-2005 | .. |
| Combined gross enrolment ratio for primary, secondary and tertiary education (%), 2005 | 96.5 |
| GDP per capita (PPP US\$), 2005 | 30,386 |
| Population, total (thousands), 2004 | 60,991 |
| Fertility rate, total (births per woman), 2000-05 | 1.9 |
| Under-five mortality rate (per 1,000 live births), 2005 | 5 |
| Net primary enrolment rate (%), 2004 | 99 |
| HIV prevalence (% aged 15-49), 2005 | 0.4 [0.3-0.8] |
| Population undernourished (% of total population), 2002/04 | .. |
| Population using an improved water source (%), 2004 | 100 |
| 02. Human development index trends | |
| 03. Human and income poverty: developing countries | |
| 04. Human and income poverty: OECD countries, Central and Eastern Europe and the CIS | |
| 05. Demographic trends | |
| 06. Commitment to health: resources, access and services | |
| 07. Water, sanitation and nutritional status | |
| 08. Inequalities in maternal and child health | |
| 09. Leading global health crises and risks | |
| 10. Survival: progress and setbacks | |
| 11. Commitment to education: public spending | |
| 12. Literacy and enrolment | |
| 13. Technology: diffusion and creation | |
| 14. Economic performance | |
| 15. Inequality in income or expenditure | |
| 16. Structure of trade | |
| 17. OECD-DAC country expenditures on aid | |
| 18. Flows of aid, private capital and debt | |
| 19. Priorities in public spending | |
| 20. Unemployment in OECD countries | |
| 21. Unemployment and informal sector work in non-OECD countries | |

| | |
|---|--|
| 22. Energy and the environment | |
| 23. Energy sources | |
| 24. Carbon dioxide emissions and stocks | |
| 25. Status of major international environmental treaties | |
| 26. Refugees and armaments | |
| 27. Crime and justice | |
| 28. Gender-related development index | |
| 29. Gender empowerment measure | |
| 30. Gender inequality in education | |
| 31. Gender inequality in economic activity | |
| 33. Women's political participation | |
| 34. Status of major international human rights instruments | |
| 35. Status of fundamental labour rights conventions | |